

Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes dénonce le plan de privatisation du gouvernement Harper

Diffusion immédiate

Le 11 juillet 2014

OTTAWA – Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) réagit avec colère à la nouvelle publiée aujourd’hui selon laquelle le Cabinet du premier ministre a récemment commandé une étude sur la privatisation du service postal public dans d’autres pays.

« Depuis le début, nous soupçonnons les conservateurs de s’intéresser à la privatisation de Postes Canada », déclare Denis Lemelin, président national du STTP. « Ils commencent par convaincre la population que le service postal connaît des difficultés, puis ils le vendent à rabais. S’il y a privatisation, la population perdra un service public à la fois important et précieux. Nous allons tout faire pour empêcher la privatisation de Postes Canada, » d’ajouter ce dernier.

Grâce à une demande d’accès à l’information, le journal en ligne *Blacklock’s Reporter* a obtenu l’étude en question, mais celle-ci est extrêmement censurée. À peine deux mois avant d’annoncer son plan de compressions draconiennes, dont la suppression de la livraison du courrier à domicile, la haute direction de Postes Canada a envoyé au premier ministre Harper une note secrète portant sur la privatisation de la Royal Mail. En dépit de l’opposition généralisée de la population, le gouvernement Harper a appuyé ces compressions

« En permettant à Postes Canada de supprimer la livraison du courrier à domicile, le gouvernement Harper rend la société d’État plus attrayante aux yeux des investisseurs privés, car les coûts d’exploitation s’en trouvent réduits », soutient M. Lemelin.

La note secrète indique que la vente controversée de la Royal Mail, qui a déclenché un scandale en raison du prix artificiellement bas des actions, n’a profité qu’aux grandes entreprises. Les autres clients du service postal n’en ont aucunement bénéficié en raison de la hausse des prix et de la baisse de l’efficacité de la livraison. La note indique aussi que l’obligation de la Royal Mail d’assurer un service universel avait été sérieusement mise en péril.

« La seule efficacité que permet la privatisation est l'efficacité du transfert de fonds publics vers le secteur privé », souligne M. Lemelin.

« Si le service postal est privatisé, la majorité d'entre nous va voir les tarifs postaux monter encore plus et la qualité du service se détériorer, » ajoute-t-il.

Le STTP s'apprête à envoyer une lettre au Cabinet du premier ministre pour exiger de Stephen Harper qu'il donne l'assurance à la population canadienne qu'il n'a aucunement l'intention de privatiser le service postal public.

-30-

Information : Aalya Ahmad, services des communications du STTP, 613-327-1177 ou aahmad@cupw-sttp.org.

/mcnd sepc 225